



# ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

## LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU DÉPARTEMENT DU VAR



### Sommaire

- p. 02 Un dynamisme démographique qui se poursuit
- p. 03 Un tissu économique présentiel omniprésent porté par les TPE
- p. 04 Un avenir incertain pour l'emploi
- p. 05 Le profil des emplois du territoire
- p. 06 68% des offres d'emploi se répartissent sur cinq domaines professionnels
- p. 07 Une réduction du potentiel d'emploi
- p. 09 La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018
- p. 10 La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe  
Le chômage de très longue durée perdure
- p. 11 Les mutations du marché du travail - Plus de 80 120 reprises d'emploi en 2019
- p. 12 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022
- p. 13 12 200 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation en région
- p. 14 61% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 15 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 16 En résumé
- p. 17 Méthodologie

### L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares de la région.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 1 073 800 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2020.
- ② 112 300 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 328 900 salariés des secteurs public et privé au 30 juin 2020
- ④ 88 600 offres diffusées sur le site de [www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr) de juillet 2019 à juin 2020.
- ⑤ 8,0% de taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.
- ⑥ 113 400 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 ; 55% de demandeurs d'emploi indemnisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2020.
- ⑦ 100 600 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 17% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 9% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 9% résident en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



### Un dynamisme démographique qui se poursuit

Au 1er janvier 2008, le nombre d'habitants du département a dépassé le million et augmente régulièrement depuis pour atteindre en 2020 les 1 073 800 habitants (toujours le 22<sup>e</sup> département le plus peuplé de France métropolitaine) [cf. [Tableau 1](#)].

La densité de population est de 177 habitants au km<sup>2</sup> (119 pour FM<sup>(1)</sup>).

Le département est dynamique sur le plan démographique. Avec +0,7% en moyenne par an entre 2012 et 2017, la population affiche un rythme de progression supérieur à celui de la période 2007 - 2012, contrairement au national (+0,4% pour FM). Cet accroissement, dans le Var, est uniquement dû au solde migratoire (écart entre les flux entrants et les flux sortants sur le territoire).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, les moins de 25 ans restent moins nombreux au sein du département du Var qu'en France métropolitaine. Ils représentent 25% de la population (29% en FM). À l'inverse, les 50 ans et plus comptent pour une part plus importante dans la région (47%), dont 26% (20% FM) pour les plus de 65 ans.

<sup>(1)</sup> FM : France métropolitaine

Tableau 2

#### Estimation de la population active au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'actifs		Poids	
	France métro.	Var	France métro.	Var
15-24 ans	3 069 900	<b>43 900</b>	10%	<b>10%</b>
25-54 ans	22 321 000	<b>331 200</b>	75%	<b>73%</b>
55-64 ans	4 499 500	<b>75 100</b>	15%	<b>17%</b>
Ensemble	29 890 400	<b>450 200</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : davantage d'artisans, commerçants, chefs entreprises et de professions intermédiaires (+0,3 pt chacun), de cadres et professions intellectuelles supérieures (+0,4 pt) et moins d'ouvriers (-0,8 pt).

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 1

#### Estimation de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2020

	Nombre d'habitants		Poids	
	France métro.	Var	France métro.	Var
Hommes	31 378 900	<b>514 600</b>	48%	<b>48%</b>
Femmes	33 519 100	<b>559 200</b>	52%	<b>52%</b>
- 25 ans	19 025 900	<b>271 100</b>	29%	<b>25%</b>
25-49 ans	19 944 700	<b>299 800</b>	31%	<b>28%</b>
50 ans & +	25 927 300	<b>502 900</b>	40%	<b>47%</b>
Ensemble	64 898 000	<b>1 073 800</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

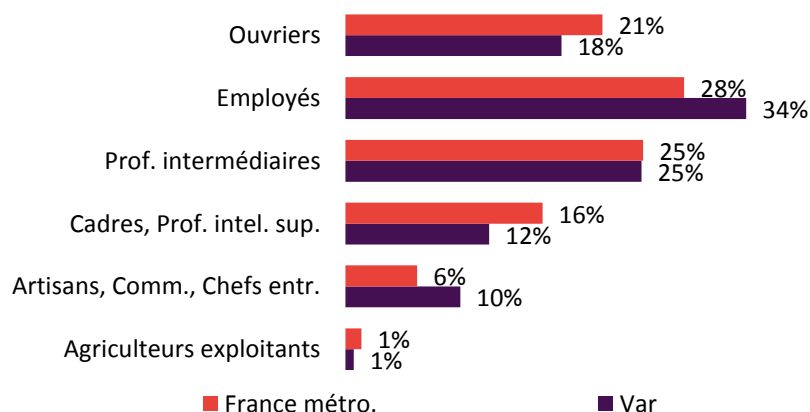
La population du Var fait partie des plus vieillissantes, avec celle des Alpes-de-Haute-Provence.

Le nombre d'actifs début 2017 est proche de 450 200, soit 72% des 15-64 ans (74% FM). Comme au national, parmi les 55-64 ans, dont la part est de 17%, plus d'un sur deux est actif [cf. [Tableau 2](#)].

Les actifs du département sont toujours composés de plus d'employés et d'artisans, commerçants, chefs entreprises, de moins d'ouvriers et de cadres que la moyenne nationale [cf. [Graphique 1](#)].

Graphique 1

#### Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017

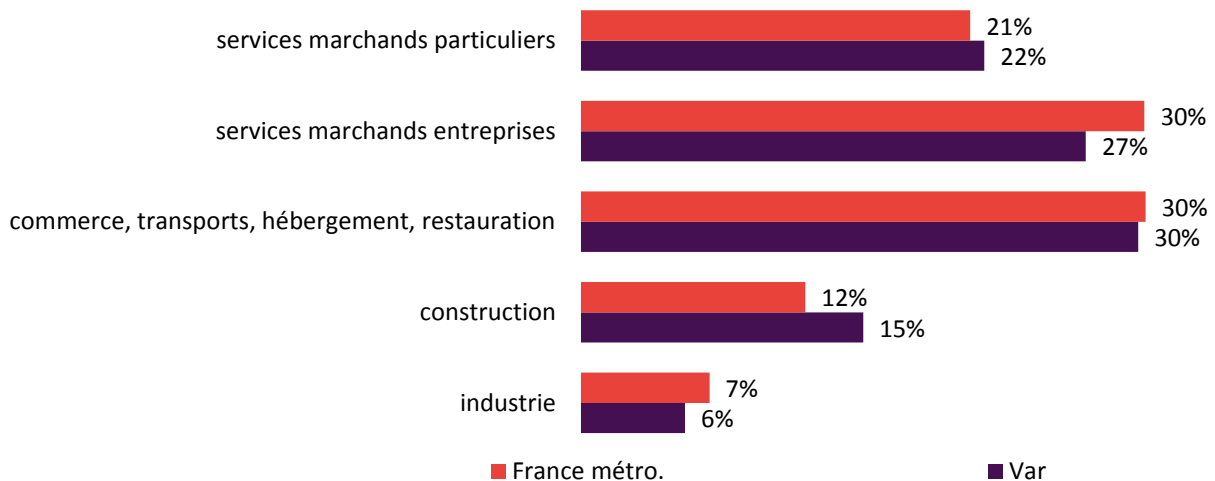


## Un tissu économique présentiel omniprésent porté par les TPE

Fin 2017, 112 300 établissements composent les activités marchandes départementales hors agriculture, soit 2% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine. Fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est largement supérieur à celui de France métropolitaine (78% contre 66%). L'économie départementale est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidents ou touristes [cf. Graphique 2]. Selon l'INSEE, deux emplois touristiques sur trois émanent de l'hébergement restauration.

Graphique 2

### Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

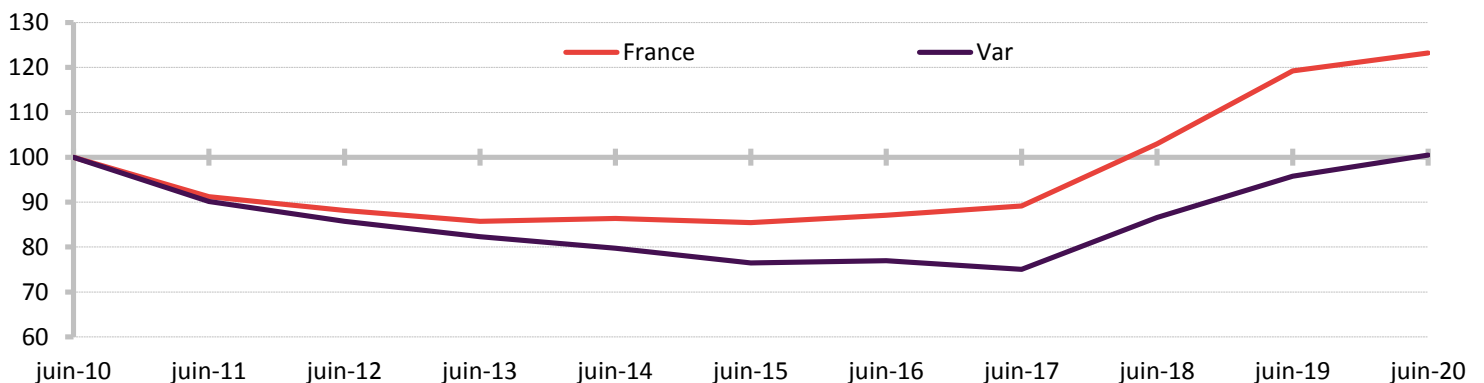
Le tissu économique départemental est marqué par l'importance des entreprises de moins de 10 salariés (96% contre 94% FM en 2015). Le taux de créations d'entreprise est de 13% en 2017 comme en France métropolitaine.

À fin juin 2020, le volume de créations de micro-entreprises sur 12 mois augmente sur un rythme plus modéré que l'an passé (de +12% dans le Var et de +5% en France) pour atteindre un niveau proche de celui de 2013-2014. Cette croissance découle notamment d'un contexte politique plus favorable avec des projets tel que la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) [cf. Graphique 3]. Le volume global de créations d'entreprise poursuit la hausse amorcée en 2017 et dépasse le niveau de 2010.

Dans le même temps, le nombre de défaillances sur douze mois diminue de -27% (-25% France), pour s'établir à près de 800 dans le département. Le dispositif de chômage partiel, mis en place et financé pleinement par l'État, a probablement contribué à cette baisse.

Graphique 3

### Évolution du cumul 12 mois des créations d'entreprise - indice base 100 au 30 juin 2010



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données brutes

## Un avenir incertain pour l'emploi

À fin juin 2020, 328 900 personnes sont salariées au sein du Var, que leur employeur soit privé ou public. À fin décembre 2018, l'INSEE chiffre à 77 100 le nombre de salariés dans la fonction publique dans le département du Var, soit 23% de l'emploi total départemental (21% FM). Il y a proportionnellement dans le département moins de fonctionnaires dans la fonction publique hospitalière qu'en France métropolitaine.

Sur le passé récent, les aides en faveur de l'emploi ont été modifiées. Les CIE étant supprimés, 2 000 embauches en Parcours Emploi Compétences (PEC) ont été contractées en 2019 dans le département [cf. [Tableau 3](#)].

Tableau 3

### Entrées en contrat aidé en 2019

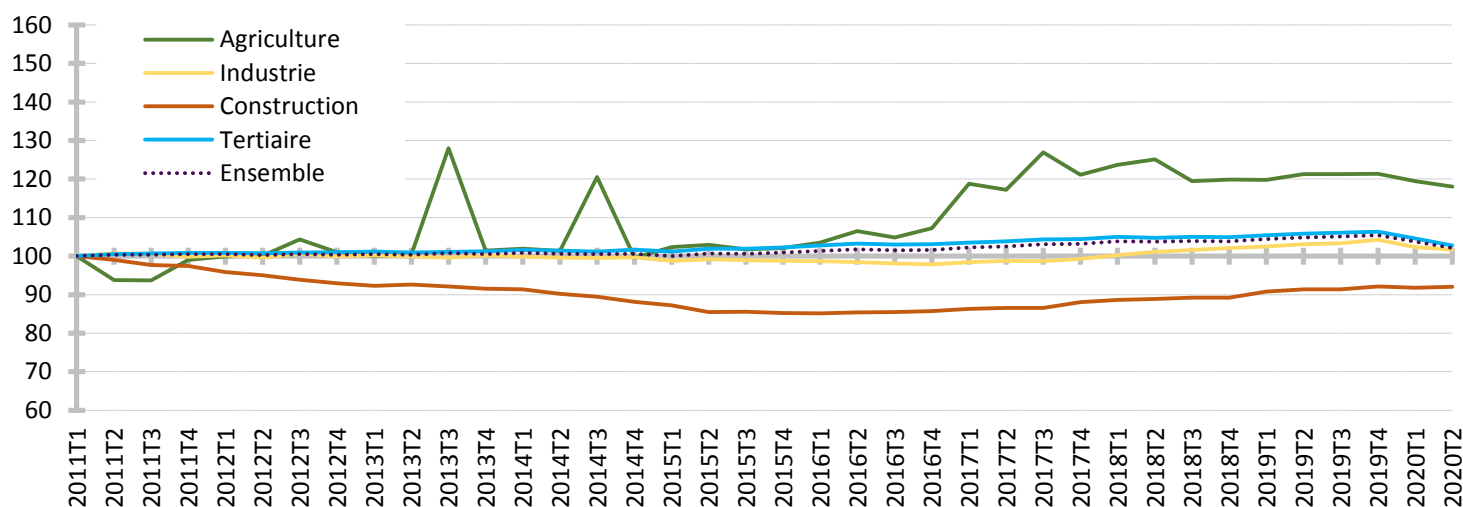
	France métro.	Var
Contrats uniques d'insertion / Parcours emploi compétences	78 400	2 000
Contrats à durée déterminée d'insertion	173 100	2 100
Contrats d'apprentissage	347 400	4 900
Parcours contractualisés d'accompagnement vers l'emploi	321 300	7 800
Garanties jeunes	91 400	1 500

Source : DIRECCTE, Politiques d'aide à l'emploi

Dans le département du Var, le nombre de salariés a peu varié entre 2011 et 2015 puis progressait régulièrement jusqu'en décembre 2019. Cette progression marque un coup d'arrêt en 2020. Le nombre de salariés diminue de -2,6% par rapport à fin juin 2019 (-2,3% au national) [cf. [Graphique 4](#)]. Le secteur de l'industrie a perdu des emplois jusqu'en décembre 2016 pour en récupérer par la suite. Cependant, le niveau d'emploi de ce secteur baisse entre juin 2019 et juin 2020 (-1,3%). Par ailleurs, le secteur de la construction gagne des postes depuis fin 2016 (+0,7% entre juin 2019 et juin 2020). Le secteur tertiaire continuait à générer des emplois supplémentaires jusqu'en 2019 (-2,9% entre juin 2019 et juin 2020). Le recours à l'intérim a beaucoup augmenté entre 2015 et 2017 et se stabilisait depuis pour chuter entre juin 2019 et juin 2020 (-7,1%). Ces baisses sectorisées de l'emploi sont les prémices des effets de la crise sanitaire.

Graphique 4

### Évolution de l'emploi salarié total par grand secteur (indice de référence au 31 mars 2011 = 100)



Source : INSEE, Estimations d'emploi trimestrielles

## EN SAVOIR PLUS

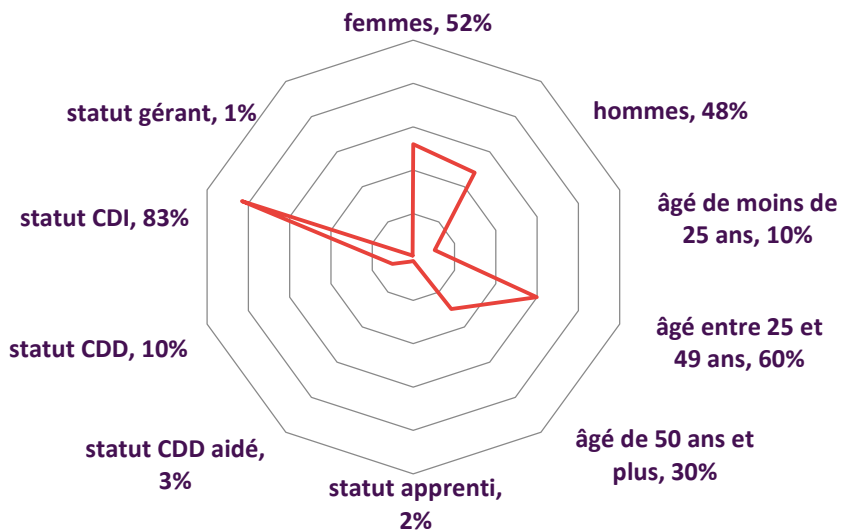
- Les indicateurs clés de la DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur ([lien](#))



## Le profil des emplois du territoire

Graphique 5

### Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



À fin 2016, 210 500 personnes étaient salariées au sein du Var, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 5]. Le salarié type est plutôt féminin (52%), âgé de 25 à 49 ans dans 61% des cas et est en CDI dans 83% des cas.

34% des femmes travaillent à temps partiel, contre 12% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (4% des hommes) [cf. Tableau 4].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1<sup>er</sup> secteur employeur de la région en NACE 700 [cf. Tableau 5].

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 4

### Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	5%	2%	3%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	4%
Quotité de travail entre 50% et 75%	13%	6%	9%
Quotité de travail de 75% et plus	12%	2%	7%
Temps plein	66%	88%	76%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 5

### Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	24 000	11%
Aide à domicile	6 000	3%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	5 700	3%
Restauration traditionnelle	5 500	3%
Hypermarchés	5 100	2%
Activités hospitalières	4 900	2%
Supermarchés	4 300	2%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	3 900	1,85%
Nettoyage courant des bâtiments	3 200	2%
Construction de navires et de structures flottantes	3 100	1%
<b>Ensemble</b>	<b>210 500</b>	<b>100%</b>

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

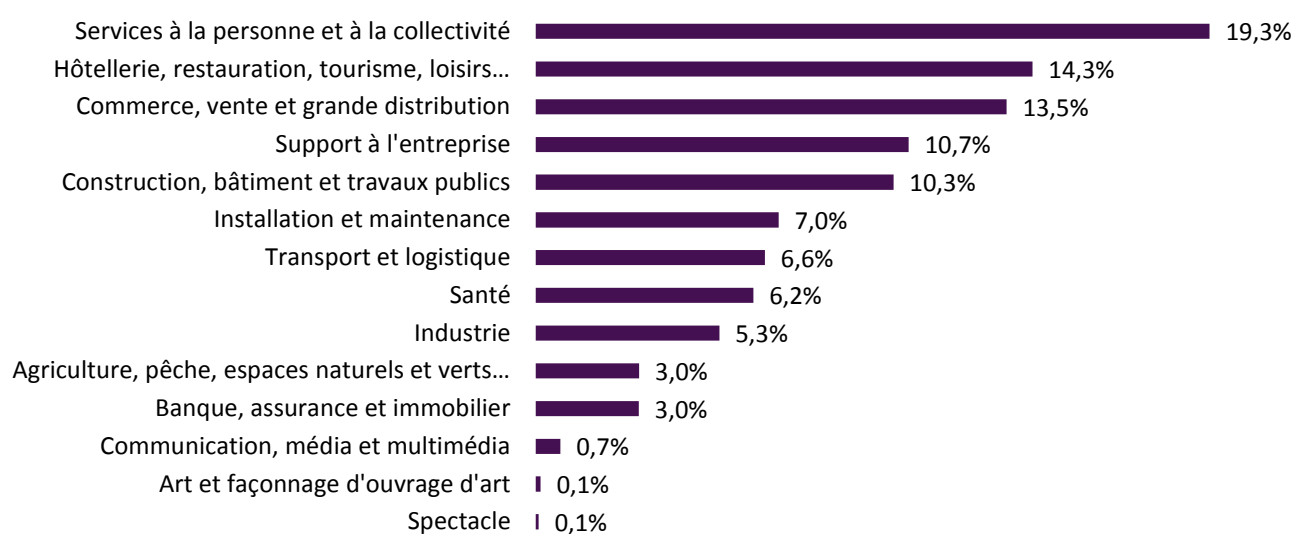
## 68% des offres d'emploi se répartissent sur cinq domaines professionnels

Afin d'accroître la transparence du marché du travail, Pôle emploi a mis en place en 2015 un agrégateur des offres d'emploi. Les offres d'emploi diffusées par Pôle emploi et publiées sur le site internet de Pôle emploi proviennent ainsi de deux sources : les offres déposées directement à Pôle emploi par les employeurs et les offres transmises à Pôle emploi par des sites partenaires pour rediffusion.

De juillet 2019 à juin 2020, 88 600 offres d'emploi ont été diffusées sur le site de Pôle emploi pour le Var. 52% de ces offres ont été collectées par Pôle emploi et 48% transmises par des sites partenaires. Sur cette même période, les services à la personne et à la collectivité et ceux de l'hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées avec respectivement 19% et 14%. Les métiers du commerce, vente, grande distribution suivent avec 13,5% devant ceux du support à l'entreprise (11%) et ceux de la construction, bâtiment, travaux publics (10%) [cf. Graphique 6].

Graphique 6

### Répartition par métier agrégé des offres d'emploi diffusées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 6

### Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres diffusées)

Rang	Métier	Volume	Poids
1 <sup>er</sup>	Assistance auprès d'enfants	3 780	4%
2 <sup>e</sup>	Assistance auprès d'adultes	2 950	3%
3 <sup>e</sup>	Personnel de cuisine	2 890	3%
4 <sup>e</sup>	Services domestiques	2 550	3%
5 <sup>e</sup>	Nettoyage de locaux	2 220	3%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

#### Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Compte-tenu du fait que les offres provenant des partenaires sont dépendantes des caractéristiques de ces derniers telles que la spécialisation par secteur, la popularité des sites, etc..., il convient d'analyser indépendamment les deux composantes des offres diffusées.

Le nombre d'offres partenaires sur les douze derniers mois à fin juin 2020 est de 42 230.

En ce qui concerne le nombre d'offres déposées à Pôle emploi, qui est une grandeur comparable dans le temps, il ressort de la crise sanitaire une baisse de -10% sur les douze derniers mois à fin juin 2020, soit un total de 46 360.

#### EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



## Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois diminue de -6,9% sur un an et s'établit à 517 400 unités [cf. Tableau 7]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (192 240 soit 37% des DPAE), les secteurs de l'hébergement restauration (59 200 soit 11% des DPAE et 18% des DPAE hors intérim) et de la santé humaine, action sociale (76 050 soit 15% des DPAE et 23% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ils utilisent majoritairement les contrats précaires.

Tableau 7

### DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	191 600	37%	-12%
Missions intérimaires	186 400	36%	-0%
Contrats de six mois et plus	69 700	13%	-12%
-Autres- <sup>(*)</sup>	69 700	13%	
<b>Ensemble</b>	<b>517 400</b>	<b>100%</b>	<b>-7%</b>

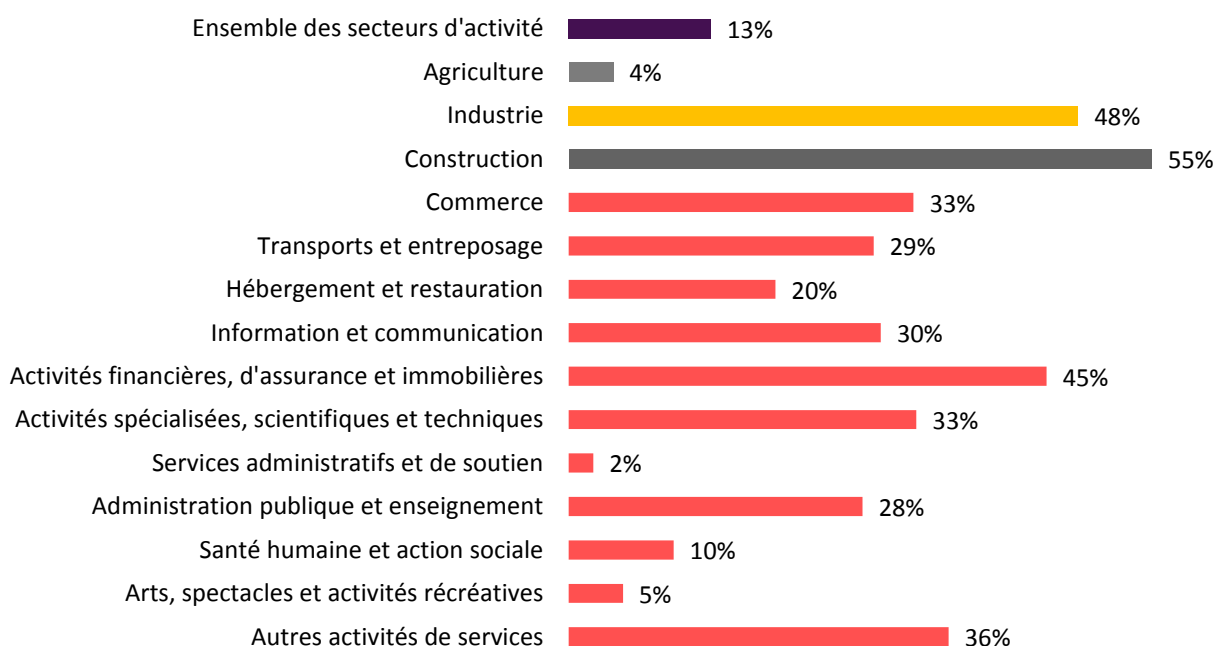
(\*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 13% des DPAE. Les industries et les entreprises de la construction (respectivement 3% et 4% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de 48% et 55%. Les secteurs du commerce et du transport et entreposage (12% et 3% des DPAE hors intérim) ont recours dans environ un tiers des cas à de l'emploi durable [cf. Graphique 7].

Graphique 7

### Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



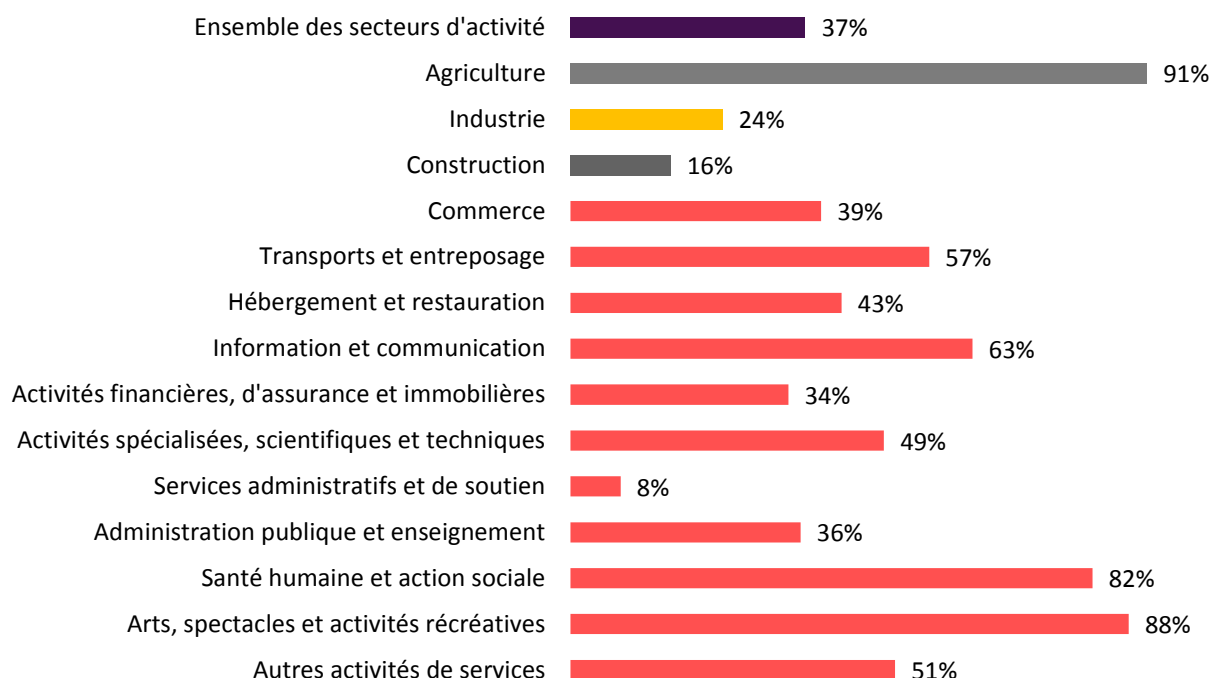
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



Près de quatre DPAE sur dix concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 8], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture, et les arts, spectacles et activités récréatives. Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une part de contrats courts.

Graphique 8

### Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

#### Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs, exceptés ceux de l'administration publique et de la santé humaine, action sociale, ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

L'administration publique a recruté 10 100 contrats, soit +12% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. La santé humaine et action sociale a embauché 76 030 personnes, soit +2% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Ces augmentations sont cohérentes avec la crise sanitaire et le maintien de certaines activités. A contrario, certaines ont dû s'arrêter, réduisant les opportunités d'embauche, notamment dans l'hébergement restauration (-30%) et dans les arts, spectacles, activités récréatives (-19%). En effet, les cafés restaurants ont été fermés, les spectacles et manifestations ont été annulés. Les établissements de travail temporaire ont pourvu moins d'embauches que sur la période précédente (-4%), témoignant d'une baisse d'activité.

#### Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre

##### Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.



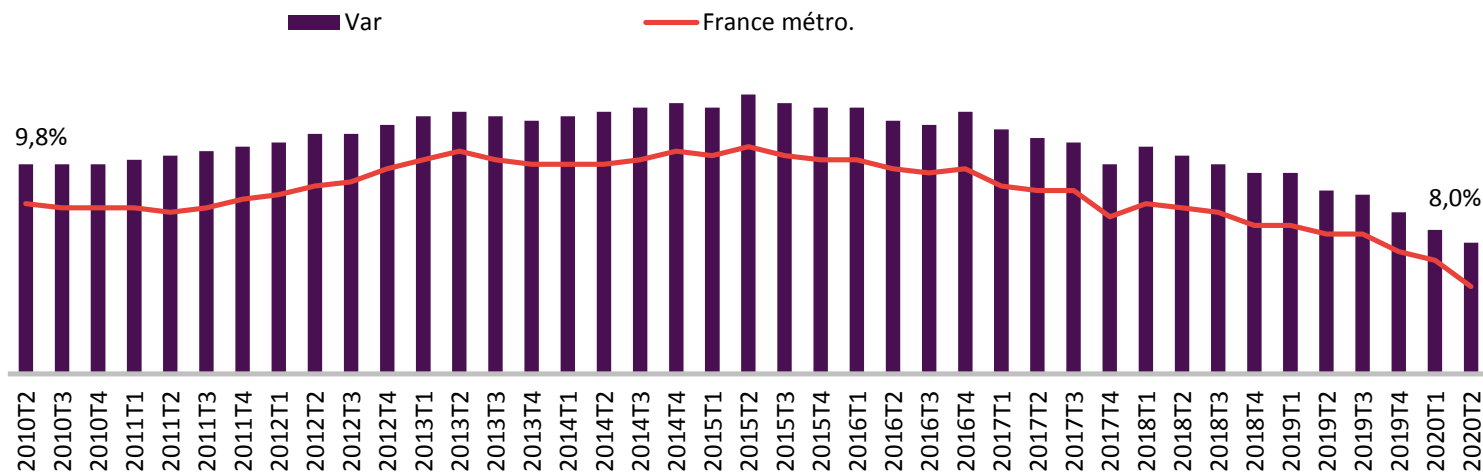


## La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018

Le département du Var se situe à la 21<sup>e</sup> position dans le classement des taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine. Avec une baisse de -1,2 pt sur un an, le taux de chômage départemental descend à 8,0% au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 et retrouve un niveau comparable à celui du 1<sup>er</sup> trimestre 2008. Il reste cependant supérieur à celui du national (7,0%) [cf. Graphique 9].

Graphique 9

### Taux de chômage localisé

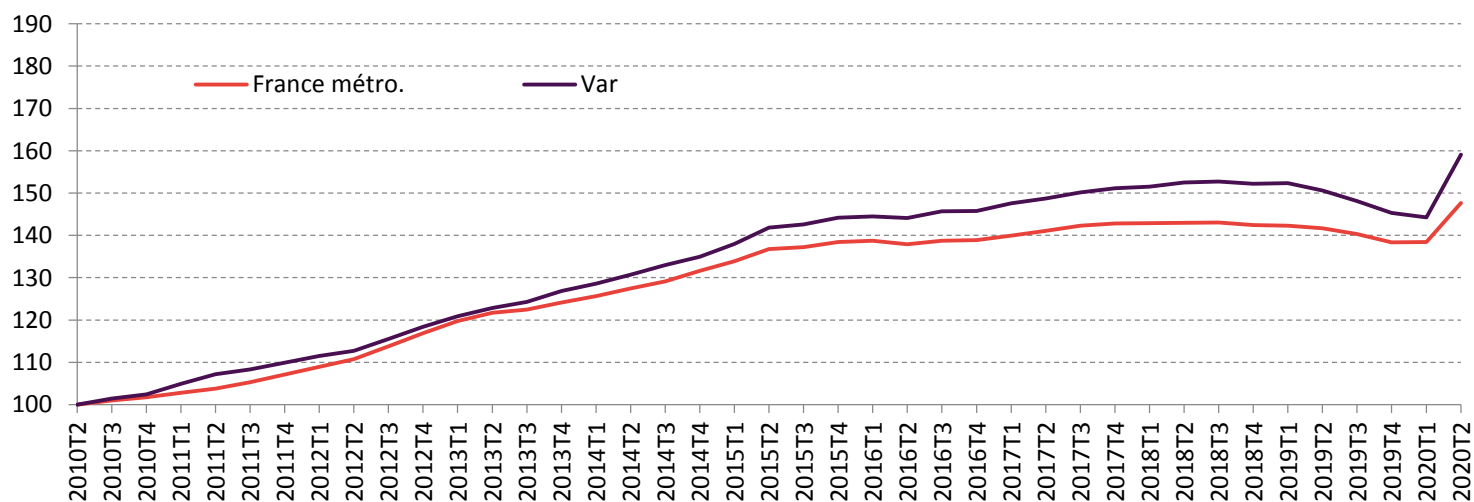


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 100 600 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La baisse amorcée en septembre 2018 du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi a été interrompue par le confinement (+5,6% entre juin 2019 et juin 2020). Le département affiche une tendance similaire à la France métropolitaine (+4,2% aussi juin 2019 et juin 2020) [cf. Graphique 10]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste sont supérieures aux sorties de la liste, notamment en mars et avril 2020 où elles sont presque trois fois et deux fois supérieures. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative, elles ont repris en juin 2020.

Graphique 10

### Évolution de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS-CJO)

## EN SAVOIR PLUS

- Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail (STMT) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur



## La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe

Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans est la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement nettement plus lent.

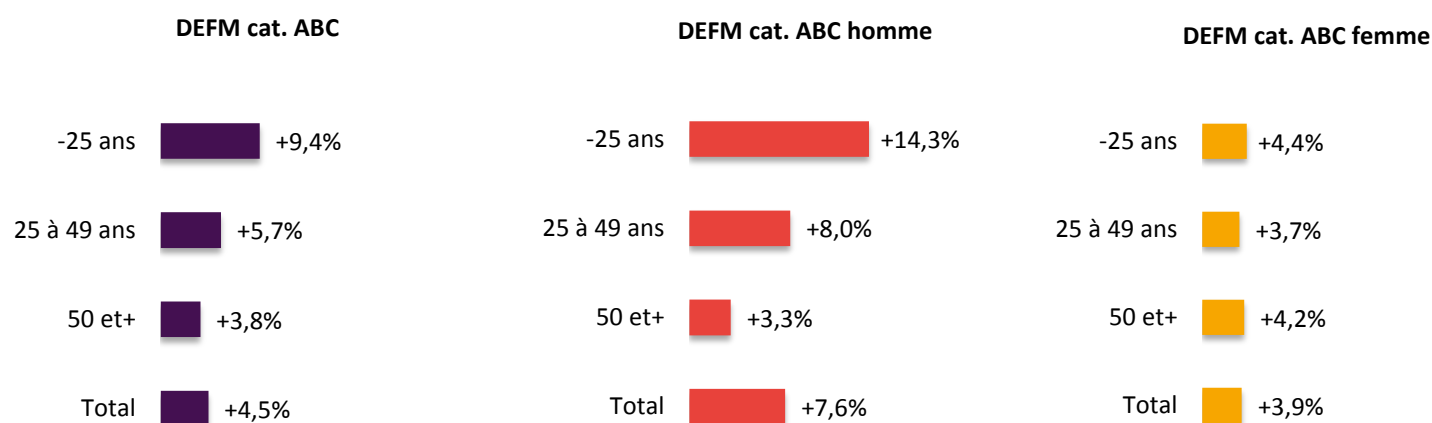
Ainsi, la population des moins de 25 ans variait peu depuis 2013 mais connaît une hausse plus marquée au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 pour se chiffrer à 13 800 personnes (soit +5 500 sur un an). Les 25-49 ans remontent à 58 700 (+ 13 700) et les seniors affichent un niveau jamais atteint (28 100, soit + 4 500).

Les hommes sont plus affectés que les femmes surtout ceux de moins de 25 ans.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (13%) dans la demande d'emploi (14% FM) [cf. Graphique 11].

Graphique 11

### Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

## Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a doublé en huit ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le département qu'au niveau national. 24 300 personnes sont touchées par ce phénomène au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, soit 25% de la DEFM cat. ABC.

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage, calculé par Pôle emploi (ICDC), évalue l'incidence de la conjoncture économique sur le marché du travail et les opportunités offertes pour sortir de la liste des demandeurs d'emploi. Si la conjoncture économique au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 se maintenait dans le département, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit près de 23 mois consécutifs à Pôle emploi. Sur un an, cet indicateur augmente de près de 47 semaines.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 20 700 à fin juin 2020, en hausse de +7% sur un an.



## EN SAVOIR PLUS

- Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi ([lien](#))

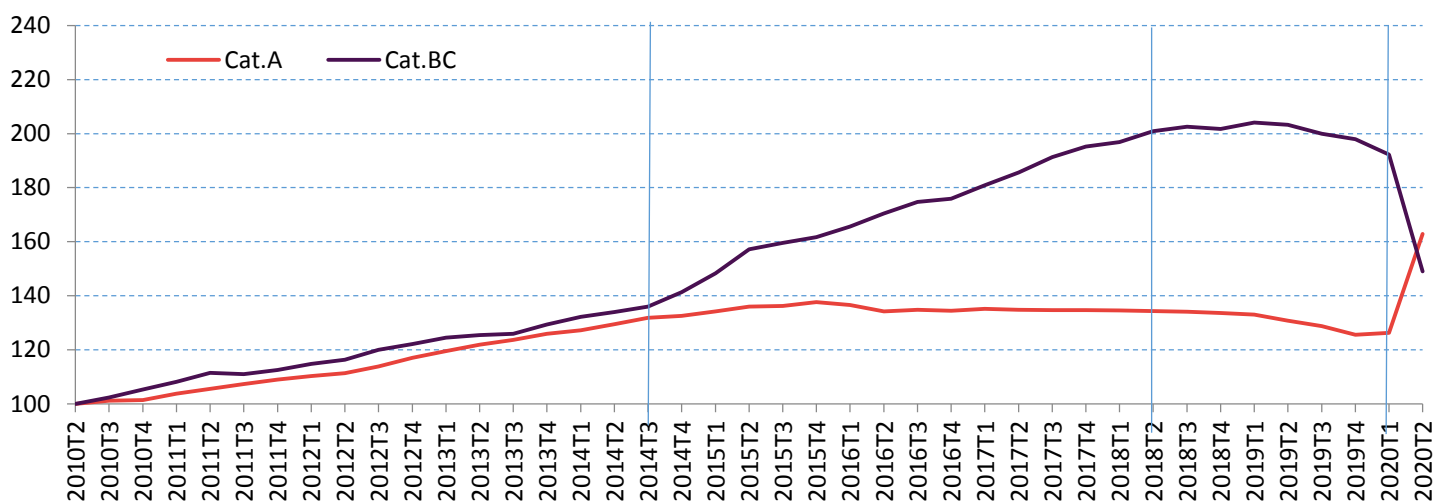


## Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De fin 2014 à mi-2018, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis juin 2018, la catégorie BC se stabilisait tandis que la catégorie A diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans le sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

## Plus de 80 120 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 8].

Tableau 8

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	7 690	10%	+12,3%
Passage en C	17 610	22%	+2,0%
Passage en E	250	0%	+65,5%
AFPR / POE	900	1%	+3,3%
DPAE durable	29 190	36%	+2,5%
DPAE non durable	24 480	31%	-0,4%
<b>Ensemble des reprises d'emploi</b>	<b>80 120</b>	<b>100%</b>	<b>+2,5%</b>

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE



## Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PRIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 51 000 personnes sont ciblées « PIC », soit 55% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 9 et 10]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi et ceux résidant en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Tableaux 9 et 10

### Caractéristiques du public PIC en juin 2020

France métropolitaine	Total	Part public	PIC	Part public	% PRIC
Femmes	2 821 100	52%	1 404 500	48%	50%
Moins de 25 ans	664 600	12%	331 600	11%	50%
50 ans et plus	1 422 600	26%	941 900	32%	66%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	2 611 400	48%	1 476 300	50%	57%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	495 200	9%	350 900	12%	71%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	714 100	13%	487 400	17%	68%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>5 417 800</b>	<b>100%</b>	<b>2 947 000</b>	<b>100%</b>	<b>54%</b>

Var	Total	Part public	PIC	Part public	% PRIC
Femmes	49 500	53%	23 900	47%	48%
Moins de 25 ans	11 900	13%	6 200	12%	52%
50 ans et plus	26 900	29%	16 800	33%	62%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	42 200	45%	23 700	46%	56%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	8 600	9%	5 800	11%	67%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	8 100	9%	5 700	11%	70%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>93 500</b>	<b>100%</b>	<b>51 000</b>	<b>100%</b>	<b>55%</b>

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

### Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

### EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences

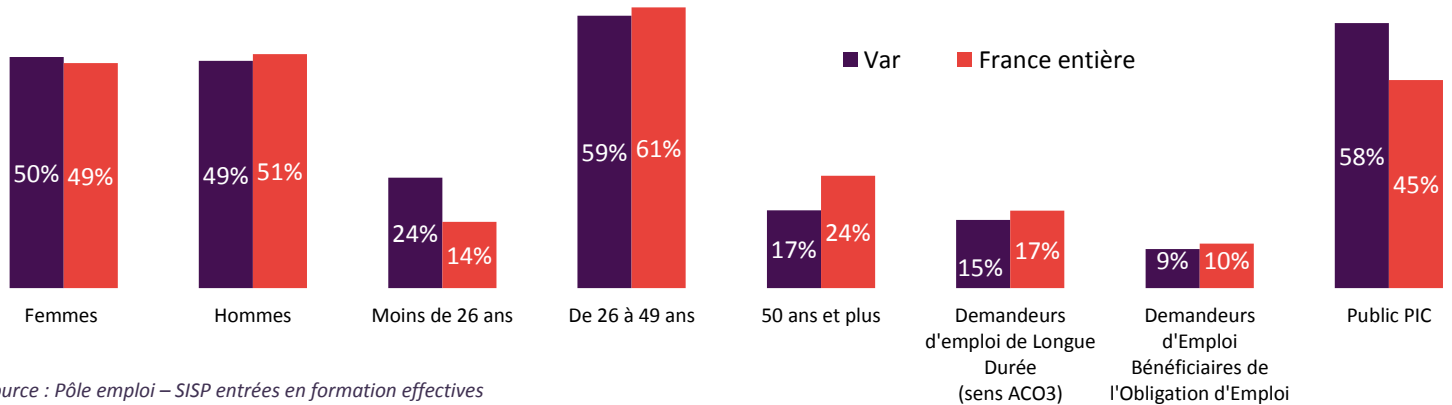


## Plus de 12 200 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont plus de 12 200 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. Le Var représente plus de 1% des entrants en formation de France entière. Le profil départemental des entrants en formation est proche du profil national à l'exception des moins de 26 ans, du public PIC potentiel (qui sont relativement plus nombreux) et des 50 ans et plus qui sont inférieurs au niveau de France entière [cf. Graphique 13].

Graphique 13

### Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

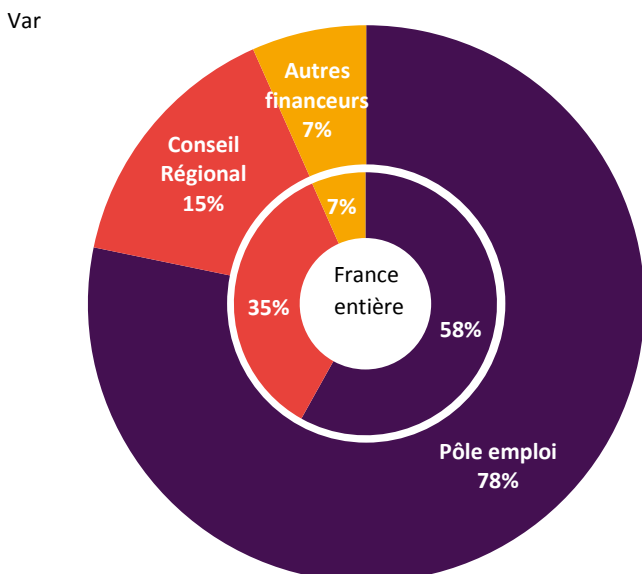
## Pôle emploi est le principal prescripteur de formation en région

78% des formations dans le département sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le département (37% des aides contre 11% seulement au national). Les formations des Actions Individuelles de Formation (AIF) suivent avec 27% des aides contre 32% dans le pays. Les formations du Conseil Régional ne représentent que 15% des aides (35% pour France entière) [cf. Graphique 14]. Cette répartition provient de la convention signée entre Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Conseil Régional qui transfère une partie des aides AFC du Conseil Régional vers Pôle emploi.

Les principaux champs de formation sont le développement personnel, professionnel et le droit avec 6% chacun et l'action sociale avec 5%. Les cinq principaux champs [cf. Tableau 11] représentent un quart des entrées en formation en 2019.

Graphique 14

### Les principaux financeurs de formation



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

Tableau 11

### Les principaux champs de formation

Champs de formation	Entrées en formation	Part (en %)
Développement personnel et pro	708	6%
Droit	699	6%
Action sociale	608	5%
Commerce	542	4%
Secrétariat assistantat	488	4%
<b>Ensemble des entrées</b>	<b>12 250</b>	<b>100%</b>

Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

## EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

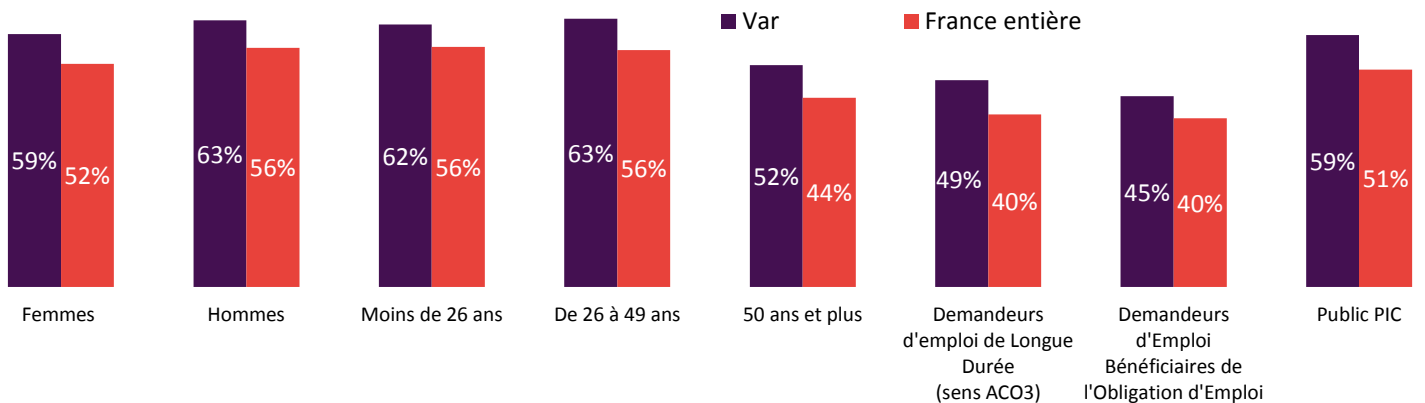


## 61% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Au sein du Var, près de 11 700 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 61% ont accédé à un emploi d’au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 15], certains accèdent plus favorablement à l’emploi comme les moins de 26 ans, les 26-49 ans ou les hommes. D’autres comme les demandeurs d’emploi de longue durée (au sens de l’ACO3) et les bénéficiaires de l’obligation d’emploi sont plus éloignés d’un reclassement.

Graphique 15

### Taux d’accès à l’emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d’emploi



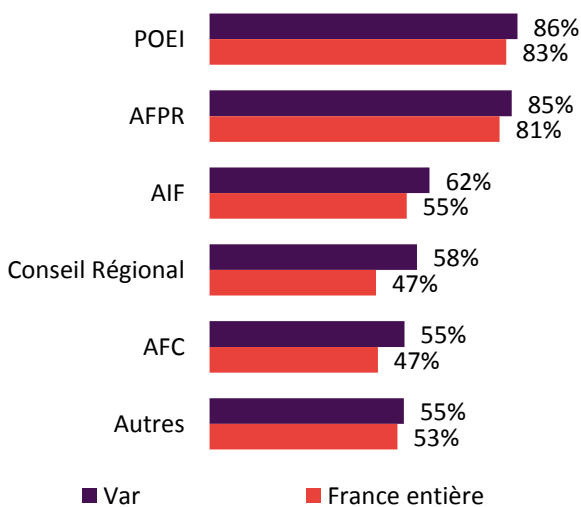
Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

## Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l’emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l’emploi en 2019 [cf. Graphique 16]. Les POEI (86%) et les AFPR (85%) ont les meilleurs taux d’accès étant des formations préalables à l’embauche, juste devant les AIF (62%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l’emploi sont ceux des services à la collectivité (68% avec la défense, prévention, sécurité), de l’échange et gestion (66% avec le transport et le commerce) et du service aux personnes (63% avec la santé secteur sanitaire, l’hôtellerie-restauration et l’action sociale) [cf. Tableau 12].

Graphique 16

### Les accès à l’emploi selon le type de formation en 2019 (\*)



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

(\*) Les résultats des aides POEC ne sont pas significatifs pour certains départements (moins de 60 sortants de formation), elles sont affichées à 0.

Tableau 12

### Les principaux domaines par taux d’accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
Services aux personnes	63%	3 000
Echange et gestion	66%	2 600
Fonction production	61%	900
Information, communication	51%	900
Services à la collectivité	68%	700
<b>Total des sortants</b>	<b>61%</b>	<b>11 700</b>

Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

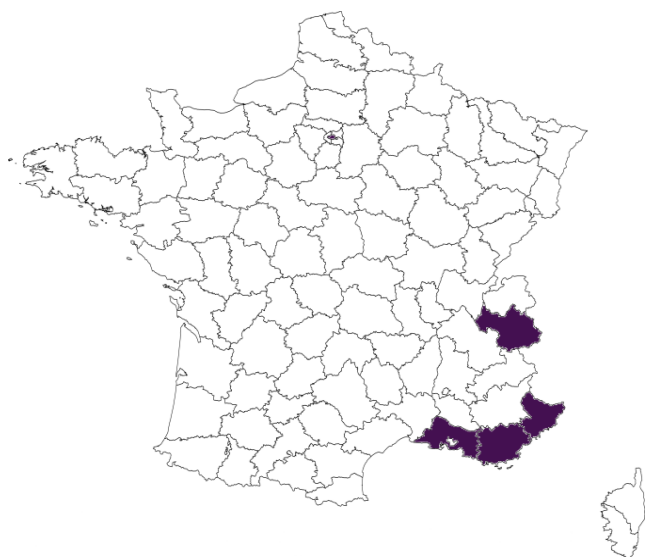


## Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la STatistique du Marché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 88% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 78%, ils restent au sein du département ; 6% se dirigent vers les Bouches-du-Rhône [cf. Tableau 13].

Tableau 13

### Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Var	78%
Bouches-du-Rhône	6%
Alpes-Maritimes	4%
Savoie	2%
Paris	1%

#### Aide à la lecture :

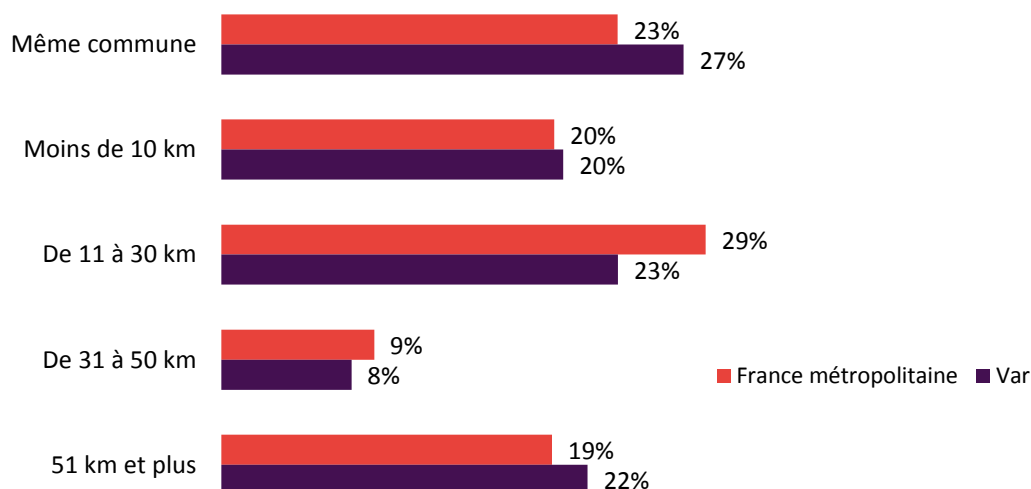
2% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le Var en 2018 ont trouvé un emploi en Savoie.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du département sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi au sein du Var. Plus d'un quart retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (23% en FM), alors que plus d'un sur cinq ont repris un emploi à plus de 50 km de leur domicile [cf. Graphique 17].

Graphique 17

### Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

### En résumé

Entre 1962 et 1999, le Var a connu un fort essor démographique. En ralentissement depuis, le dynamisme démographique est stimulé uniquement par le flux migratoire. Avec un taux de variation annuel de la population de +0,7%. provenant des migrations résidentielles des seniors et des nouveaux actifs, le pouvoir d'attraction du département persiste.

La spécificité de l'emploi présentiel du Var (78%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants de la région et les biens et services qu'ils consomment. Toutefois, les secteurs de l'hébergement restauration et du commerce, secteurs phares du département ont été impactés par la crise sanitaire.

Avec un taux de chômage de 8% au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, la main d'œuvre départementale est touchée durablement par le chômage. Un autre facteur d'exclusion est le manque de ressources des ménages, il affecte d'autant plus les personnes en recherche d'emploi. En 2016, 48% des foyers fiscaux ne sont pas imposés. Le manque de ressources peut aller jusqu'à la pauvreté, 15% des habitants du Var, soit une personne sur six, vivent sous le seuil de pauvreté. La moitié de la population y vit avec moins de 1 730 euros par mois (INSEE). C'est la 30<sup>e</sup> département le plus touché de France métropolitaine. De même, la part du RSA dans la demande d'emploi est de 17% dans le département et plus d'un demandeur d'emploi sur deux est indemnisé par l'assurance chômage. Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi s'était atténuée d'année en année. La crise sanitaire a stoppé les perspectives d'amélioration dans le marché du travail et de l'emploi.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 78% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans le département. 22% ont retrouvé un emploi à plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont plus de 12 200 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. 61% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.



Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

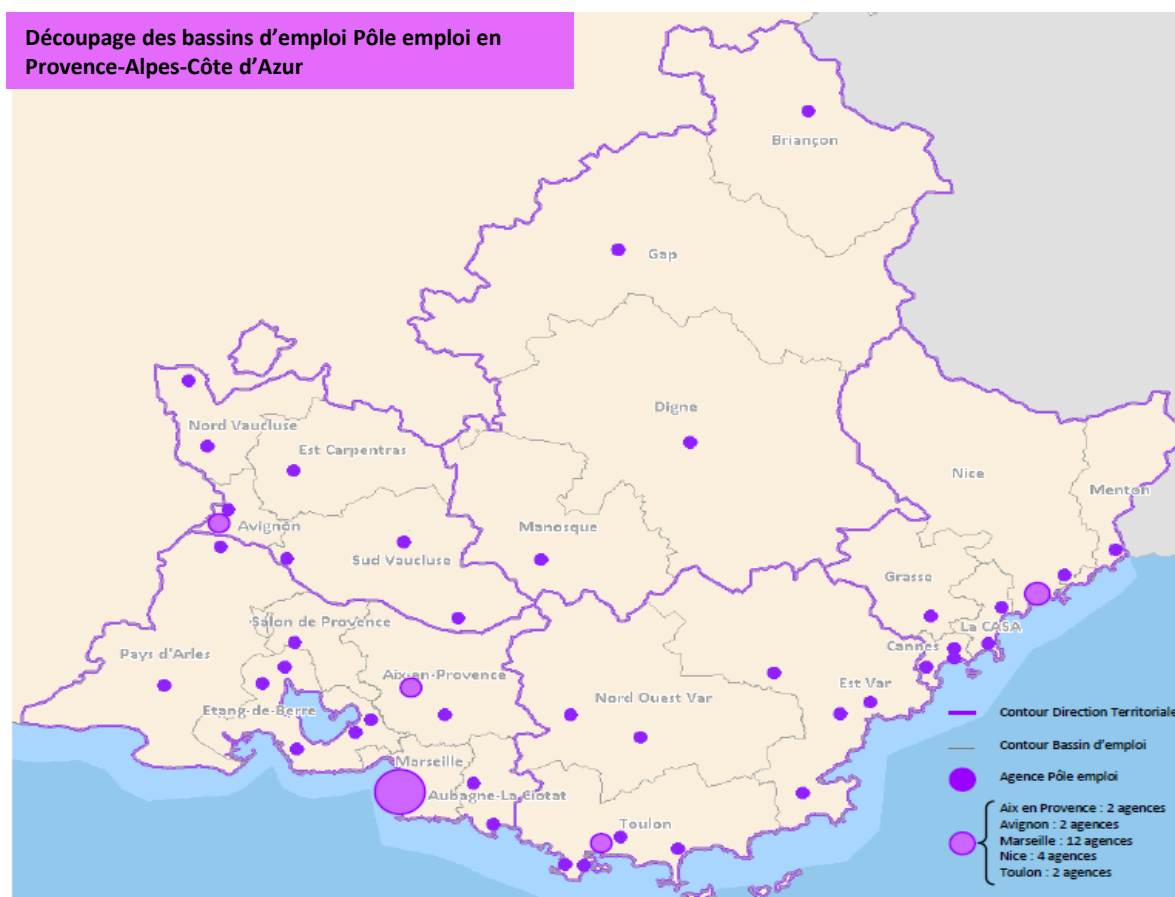
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org).



Directeur de la publication  
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction  
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation  
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab  
Service Statistiques, études et évaluations

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)



@Nous contacter : [statistiques.13992@pole-emploi.fr](mailto:statistiques.13992@pole-emploi.fr)

